

N°31/CA du Répertoire

N° 2008-34/CA₂ du greffe

Arrêt du 22 mars 2012

Affaire : BERNARD GOUTON

C/

MDN

ETAT BENINOIS

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête sans date, enregistrée au greffe de la Cour le 13 mars 2008 sous numéro 211/GCS, par laquelle Bernard GOUTON, ex-soldat de 2^{ème} classe, matricule 27925 du 1^{er} bataillon interarme, demeurant et domicilié au lieu dit DJEVE, maison GOUTHON Innocent, tel : 95 15 99 27/93 84 09 64, BP / 29 Adjarra/Porto-Novo, a produit devant la Cour un recours de plein contentieux contre le Ministère d'Etat chargé de la Défense Nationale et l'Etat béninois ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'avocat général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°s 0084/GCS du 02 février 2009, 540/GCS du 12 octobre 2009 et 0747/GCS du 30 décembre 2009, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15 000)

francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ; que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n°2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} : « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai » ;

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Monsieur Bernard GOUTON est déchu de son action ;

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant ;

Article 6 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT;

Josephine OKRY-LAWIN }
et
Victor D. ADOSSOU }

CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux mars deux mille douze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

